



Laurentides

Mémoire

Sortir de la dépendance au pétrole.
Ça commence maintenant.

La question des oléoducs

Présenté à la
Commission sur les enjeux énergétiques du Québec
par Québec solidaire Laurentides
20 septembre 2013

Préface

Le présent mémoire présenté par Québec solidaire Laurentides¹ vient du souci des citoyens et citoyennes engagées que nous sommes de partager avec la Commission nos préoccupations en ce qui a trait à l'autonomie énergétique du Québec et plus particulièrement à la question des oléoducs qui traversent nos territoires.

Marquons notre différence. Québec solidaire reconnaît que les changements climatiques existent et qu'ils sont un enjeu dont on ne peut faire fi dans un débat sur l'avenir énergétique. Nous reconnaissons qu'ils sont la conséquence des émissions anthropiques de gaz à effet de serre (GES) et que les concentrations atmosphériques de GES ont atteint des niveaux jamais enregistrés dans l'histoire géologique connue – soit 800 000 ans.

Nous constatons que les conséquences des changements climatiques se font déjà sentir. La température de l'air et des mers est en hausse, la banquise arctique rapetisse d'année en année. Des chercheurs estimaient en 2002 à 25 millions le nombre des réfugiés environnementaux, et surtout que ce nombre augmenterait à 300 millions avec une hausse de 1 mètre du niveau des mers². Notre dépendance a des conséquences majeures qu'il faut reconnaître.

¹ Québec solidaire Laurentides, fondé le 15 avril 2006, regroupe les membres de Québec solidaire de huit circonscriptions : Argenteuil, Bertrand, Blainville, Deux-Montagnes, Groulx, Labelle, Mirabel, St-Jérôme. Québec solidaire appuie les mouvements citoyens ayant à cœur la protection de l'environnement dans les Laurentides.

² Gonin et Lassailly-Jacob, 2002, «Les réfugiés et l'environnement : Une nouvelle catégorie de migrants forcés?», *Revue européenne des migrations internationales*, vol.18 no 2.

Or, on le sait, en 2011, au Québec, 45% de nos émissions qui provenaient du transport, encore presque totalement basé sur l'utilisation du pétrole³. D'autres porteront cet argument de façon plus précise et convaincante que nous, pour notre part, nous nous concentrerons sur l'autonomie énergétique et les oléoducs.

L'autonomie énergétique du Québec exige donc que nous sortions de notre dépendance au pétrole le plus rapidement possible. Ce virage ne peut se faire d'un seul coup. C'est petit à petit que nous y parviendrons. Tout de même, c'est un virage qu'il faut amorcer dès maintenant en développant des énergies propres.

³ Environnement Canada, 2012, *Rapport d'inventaire national 1990-2011*, p.5.

Introduction

Dans un contexte où l'enjeu prioritaire pour l'industrie pétrolière est la diversification des débouchées et, en conséquence, la multiplication des infrastructures de transport du pétrole, les citoyennes et citoyens des Laurentides sont de plus en plus inquiets. Deux compagnies ayant des projets d'oléoducs sur le territoire des Laurentides sont au cœur des discussions : *Enbridge* et *TransCanada Pipeline*.

Dans le cadre de cette Commission sur les enjeux énergétiques du Québec, c'est de ces deux oléoducs dont nous traiterons aujourd'hui. D'une part, la ligne 9b de l'oléoduc d'*Enbridge* et, d'autre part, le projet de construction d'un nouveau pipeline par *TransCanada Pipeline* dont le tracé serait parallèle et connexe (voire dans la même tranchée) que celui d'*Enbridge*.

Nous proposons à la Commission quelques recommandations concernant les oléoducs qui traversent ou que l'on projette de faire traverser notre territoire et aussi d'autres régions du Québec.

Nous concluons en réitérant la nécessité pour le gouvernement du Québec de prendre position en faveur d'un virage énergétique vert dès maintenant.

Oléoduc d'Enbridge, ligne 9b

Les projets d'expansion des sables bitumineux sont de doubler la production des sables bitumineux d'ici 2025 et de la tripler d'ici 2050. Or cette production, beaucoup trop considérable pour les possibilités actuelles de transport de pétrole, amène la compagnie *Enbridge* à planifier l'inversion du flux de pétrole de son oléoduc 9b qui se situe entre North Westover, en Ontario, et Montréal, passant par les Basses-Laurentides et Lanaudière. Ce pipeline, en fonction depuis 37 ans⁴, transporte actuellement du pétrole léger provenant de l'étranger et destiné aux raffineries ontariennes. L'Inversion du flux permettrait de transporter le pétrole extrait des sables bitumineux de l'Alberta vers Montréal. Non seulement le pipeline serait inversé vers l'est mais, en plus, *Enbridge* veut faire passer sa capacité de 240 000 barils à 300 000 barils par jour⁵. On sait que légalement la décision finale de permettre ou non cette inversion est de juridiction fédérale, entre les mains de l'Office national de l'Énergie. On sait aussi que le gouvernement Harper est favorable au développement tous azimuts de voies de sortie pour le pétrole de l'Ouest canadien, envoyant ses ministres en tournée américaine, tels de vulgaires lobbyistes.

La problématique

Il faut savoir aussi que les raffineries Ultramar à Lévis et Suncor à Montréal ne sont pas en mesure de recevoir la totalité des 300 000 barils transportés quotidiennement. Tout au plus, elles recevraient 150 000 barils, l'autre moitié de la production est destinée à Portland, dans le Maine, d'où le pétrole serait transporté par un autre oléoduc qui n'est pas encore construit. D'ailleurs, ni l'une ni l'autre de ces raffineries n'est équipée actuellement pour traiter du pétrole lourd, cela nécessiterait des investissements majeurs, or les récents investissements annoncés au regard du raffinage du pétrole lourd l'ont été pour un terminal portuaire au Nouveau-Brunswick et non au Québec !

Le pétrole en provenance des sables bitumineux est un pétrole plus lourd et beaucoup plus rugueux que le pétrole qui circule actuellement dans la ligne 9b. Sa rugosité est un danger réel pour la résistance du pipeline. De plus, ce pipeline est âgé, 37 ans pour un

⁴ Enbridge, *La canalisation 9 d'Enbridge*, Date inconnue, p. 4

⁵ IRIS, (2013) *Projet d'oléoduc de sables bitumineux : Le Québec à l'heure des choix*

pipeline, c'est beaucoup. La feuille de route d'*Enbridge* qui suivra le démontre.

Pour être capable de circuler dans le pipeline, le pétrole lourd a besoin de l'ajout d'un agent de réduction de frottement. Or cet additif chimique est très volatil et hautement toxique, ce qui représente des risques supplémentaires importants en cas de déversement. De plus, nous savons que les terrains et les eaux souterraines contaminés au Québec le sont par des hydrocarbures pétroliers dans une proportion de 65%⁶. C'est donc une menace pour la santé humaine et les écosystèmes.⁷

Transport d'hydrocarbures

Le bilan du transport d'hydrocarbures par pipeline n'est pas très réjouissant. En 2012, seulement, le Bureau de la sécurité des transports du Canada a recensé au Canada 157 accidents liés aux pipelines et impliquant des déversements. Depuis 2003, c'est plus de 930 accidents de ce type qui sont recensés.⁸

Qu'en est-il d'*Enbridge* ?

Pas plus tard qu'en mai dernier, nous apprenions qu'*Enbridge* avait enfreint la réglementation de l'Office national de l'Énergie dans 117 de ses 125 stations de pompage à l'échelle du Canada⁹ ce qui représente une infraction à 93,6% des ses stations de pompage. C'est énorme !

Entre 1999 et 2010, il y a eu 804 déversements par *Enbridge* totalisant 25,7 millions de litres d'hydrocarbures¹⁰ répandus dans l'environnement. Depuis ce temps, d'autres déversements ont eu lieu. Mentionnons celui de juillet 2010, suite à la rupture du pipeline d'*Enbridge*, un déversement qui, après 17 heures, a rejeté 3.3 millions de litres de bitume dilué dans la rivière Kalamazoo au Michigan, ce qui correspond à 20 000 barils. C'est «le plus

⁶ MDDEP Bilan sur la gestion des terrains contaminés au 31 décembre 2010

⁷ J.L. Rayner et al. *Petroleum-hydrocarbon contamination and remediation by microinventing at sub-Antartic*

⁸ Bureau de la sécurité des transports du Canada. Sommaire statistique des événements de pipeline. 2012. Tableau 6

⁹ Ibidem

¹⁰ http://equiterre.org/sites/fichiers/trailbreaker_24avril_2012.pdf. Consulté le 10 septembre 2013 et <http://tvanouvelles.ca/economie/archives/2012/07/20120710-175531.html>

gros déversement d'Enbridge aux États-Unis. De 1999 à 2008, Enbridge a répertorié plus de 610 déversements totalisant 132 000 barils, ce qui correspond à la moitié de ce que l'Exon Valdez a déversé sur les Côtes de l'Alaska en 1988.»¹¹ À ce jour, l'Agence américaine de protection de l'environnement estime qu'au moins 684,000 litres de pétrole demeurent encore dans la rivière et, en mars 2013, l'Agence a dû ordonner à *Enbridge* de poursuivre son nettoyage, qu'elle avait cessé depuis quelques temps. À ce jour, l'opération de nettoyage, la plus coûteuse des opérations terrestres, a coûté plus de 1 milliard de dollars à *Enbridge*. Précisons que le pétrole des sables bitumineux, contrairement au pétrole raffiné ne flotte pas sur l'eau mais a tendance à descendre au fond, ce qui rend extrêmement difficile son extraction.

Le 20 juin 2012 à la station de pompage d'Elk Point en Alberta, 230 000 litres de brut canadien ont coulé par des joints d'étanchéité. Dans une entrevue à Radio-Canada¹², *Enbridge* admet qu'elle a un problème avec ses joints d'étanchéité. En juillet 2012, 190 000 litres de brut canadien se sont écoulés au Wisconsin d'un oléoduc d'*Enbridge* âgé de 14 ans et dont le flux venait d'être inversé. Cette fois *Enbridge* prétend que c'est probablement une négligence d'entretien qui serait la cause¹³. On ne peut, en conséquence, se fier à la compagnie pour s'occuper elle-même de la sécurité de ses installations.

M. Richard Kuprewicz, expert international en sécurité d'oléoducs¹⁴, a soulevé, au début du mois d'août 2013 devant l'Office national de l'énergie, des éléments de preuve quant à l'inversion du flux de pétrole dans la portion traversant le Québec et l'Ontario du pipeline no 9b d'*Enbridge*. Selon lui, il y a un risque élevé de rupture de l'oléoduc en raison de fissures et de corrosion. Il précise qu'il faut à *Enbridge* jusqu'à quatre heures pour amorcer une intervention d'urgence dans la région métropolitaine car il s'agit d'une fermeture manuelle des valves et non automatique. On comprend donc que dans une région densément peuplée comme Montréal, c'est beaucoup trop long. Et que dire du temps qu'il faudrait pour intervenir sur nos terres agricoles — parmi les meilleures terres agricoles du Québec — où la

¹¹ <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/293445/lettres-propre-ne-rime-pas-avec-enbridge>

¹² <http://www.radio-canada.ca/regions/alberta/2012/06/20/003-fuite-petrole-enbridge.shtml>

¹³ <http://journalmetro.com/actualites/national/111678/fuite-de-230-000-litres-de-petrole-en-alberta-2/>

¹⁴ M. Kuprewicz a occupé des postes de direction dans des sociétés de pipelines, il a été sollicité par différents groupes d'enquête sur les ruptures d'oléoducs, notamment à Kalamazoo et à San Bruno.

population s’approvisionne en eau potable par des puits (et non par aqueduc municipal) ? Que dire des dégâts à la nappe phréatique, aux sources municipales d’eau potable ?

Suite à cette démonstration, les experts en économie de l’énergie, Ian Goodman et Brigid Rowan ont conclu :

«La mise en œuvre de ce projet constituerait un risque important de dommages et de perturbation économiques majeurs et de perte de vies. Ceci est d’autant plus vrai à Montréal et Toronto où l’oléoduc suit ou traverse des infrastructures urbaines clés et pourrait mettre à risque l’approvisionnement en eau potable»¹⁵

L’inversion du flux du pétrole sur la ligne 9b menace l’environnement et l’économie de la région des Basses-Laurentides, particulièrement dans la région de Mirabel où l’on trouve les terres agricoles parmi les meilleures du Québec. Ce projet d’inversion fait courir des risques inutiles à nos cours d’eau, particulièrement la rivière des Outaouais, la rivière du Nord et la rivière Rouge.

La Presse nous apprenait également qu’*Enbridge* doit faire cet été des dizaines d’excavations afin de vérifier des anomalies découvertes dans son vieux pipeline 9B, qui traverse toute la couronne nord de Montréal. Pour la seule municipalité de Mirabel, on parle de **75 excavations** sur à peine 20 kilomètres¹⁶, dont 6 sur une longueur de 200 mètres sur la seule propriété d’une seule résidente de Ste-André-d’Argenteuil qui s’est plainte suite à l’apparition d’huile dans des flaques d’eau sur son terrain. Cette situation a d’ailleurs fait l’objet d’un reportage à Radio-Canada¹⁷ et d’un article dans le journal *Le Devoir*.

Bien que le mot final appartienne à l’Office Nationale de l’énergie (ONÉ), organe fédéral, il importe que le gouvernement du Québec s’oppose fermement à cette inversion. Cela est possible, à l’instar de la Colombie-Britannique qui s’est opposée à ce que le feu vert soit donné au projet Northern Gateway sur la base de la promesse d’*Enbridge* de faire d’autres études et de présenter des plans détaillés en cas de déversement, seulement après que cette

¹⁵ Journal Métro, édition du 11 août 2013. <http://journalmetro.com/opinions/la-vie-en-vert/356726/pipeline-denbridge-un-risque-eleve-de-rupture>

¹⁶ <http://m.greenpeace.org/canada/fr/high/Blog/occupons-les-pipelines-le-retour-de-la-plume-/blog/45659/>. Consulté le 10 septembre 2013

¹⁷ <http://www.radio-canada.ca/emissions/desautels/2012-2013/chronique.asp?idChronique=296833>

dernière aurait obtenu l'autorisation de la province¹⁸. Cette opposition de la Colombie-Britannique a joué un rôle décisif.

Les impacts du projet d'oléoduc ligne 9B, selon une étude faite par l'IRIS (sept. 2013)

300 000	Barils par jour de pétrole issu des sables bitumineux transiteront par le Québec
12%	Augmentation de la production des sables bitumineux albertains
7,9	Mégatonnes de nouvelles émissions de gaz à effet de serre par année, ce qui est l'équivalent de 2 centrales au charbon ou 1 650 000 voitures
11 500	Hectares de forêt boréale coupés à blanc
100	Emplois à long terme (250 emplois à court terme)
6,3 M\$	Retombées fiscales des emplois créés au Québec., ce qui correspond à moins de 0,01% du total des revenus du revenu du gouvernement du Québec pour 2013-2014

Québec solidaire Laurentides estime que les risques associés à ce projet d'inversion du flux dans l'oléoduc 9b —contamination des sols, de l'eau, la détérioration de l'environnement, la perte de terres agricoles— sont de beaucoup supérieurs aux avantages en ce qui concerne ce projet *d'Enbridge* qui n'aurait **pour effet réel que la création de 100 emplois à long terme.**

Mentionnons aussi qu'*Enbridge* tente «d'acheter» l'approbation des municipalités concernées par le passage de son oléoduc en offrant «des cadeaux importants» à ces municipalités: par exemple l'engagement à défrayer les coûts d'un camion de pompiers dans une municipalité, etc...

¹⁸ Radio-Canada.ca. i31 mai 2013 à 14 h 37 HAE Or noir à vendre — la Colombie-Britannique dit non au projet de pipeline Northern Gateway

TransCanada Pipeline

Une autre compagnie, *TransCanada Pipeline* veut aussi sa part du gâteau et projette de construire un nouveau pipeline en parallèle de celui d'*Enbridge* en suivant exactement le même tracé. Un pipeline « tout neuf », alors pourquoi dire non ?

Il serait juste mais trop simple de répondre qu'un nouveau pipeline vieillira comme celui d'*Enbridge*. Les risques environnementaux sont les mêmes, à moyen terme. Jetons un coup d'œil sur les cinq conditions de la Colombie-Britannique pour la construction de nouveaux pipelines :

1. Le projet doit être approuvé par le processus d'évaluation environnementale;
2. Le projet doit comprendre la mise en place d'un système de pointe à l'échelle mondiale pour l'intervention, la prévention et la reprise des activités en cas de déversement près des côtes ou dans les eaux au large de la province;
3. Le projet doit comprendre la mise en place d'un système de pointe à l'échelle mondiale pour l'intervention, la prévention et la reprise des activités en cas de déversement en sol britanno-colombien;
4. Le projet doit satisfaire à la loi en ce qui a trait aux Premières Nations, à leurs droits territoriaux, à leur participation et à leur consultation;
5. La Colombie-Britannique doit profiter financièrement du projet proposé à la hauteur des risques auxquels la province, son environnement et ses contribuables s'exposent.

Selon un sondage SOM, commandé par Équiterre et dont les résultats ont été publiés le 14 juin dernier, 64% des Québécois demandent que le gouvernement du Québec commande une évaluation environnementale indépendante sur les risques associés à l'arrivée des sables bitumineux au Québec¹⁹.

Selon Équiterre et la World Wildlife Fund (WWF), «la construction d'un pipeline n'offre en général de des gains économiques à court terme²⁰. Rappelons-nous que la principale critique émise par le Président Obama à propos du projet Keystone XL, un pipeline

¹⁹ <http://www.equiterre.org/categorie/sondage>, consulté le 10 septembre 2013

²⁰ Équiterre et WWF, *Projet oléoduc énergie est ds transcanada : le Québec a trop à perdre et peu à gagner*. Communiqué, 1^{er} août 2013

qui traverserait les Etats-Unis d'est en ouest est justement la faible création d'emplois....50 emplois permanents au total !

Profitons de l'occasion pour investir dans la création de ce même nombre d'emploi du côté des énergies vertes. Pourquoi, par exemple, ne pas profiter de l'occasion pour créer une centaine d'emploi dans le secteur des transports avancés ? Mentionnons la présence dans les Laurentides du consortium de Nova Bus qui tente de développer un bus électrique ainsi que les deux centres de recherche, l'ITAQ et le CTA²¹ qui se penchent justement sur cette question ?

²¹ ITAQ : Institut du transport avancé et CTA : centre du transport avancé

Comment faire pour sortir de notre dépendance au pétrole dès maintenant ?

Recommandations

1. Étant donné la proximité extraordinaire du pipeline no 9b de la population, des activités agricoles —notre garde-manger— et des sources d'eau potable, il nous apparaît essentiel que le gouvernement du Québec s'objecte de manière ferme à cette inversion de l'oléoduc 9b d'*Enbridge* ainsi qu'au projet de construction par *TransCanada Pipeline* d'un nouvel oléoduc.
2. Étant donné que nous sommes persuadés qu'*Enbridge* minimise les risques liés au projet d'inversion de sa ligne 9b qui traverse notre région, pour ne pas dire les caches aux citoyennes et citoyens afin d'en recevoir l'approbation, le gouvernement du Québec doit commander une étude indépendante, en diffusant largement les résultats afin d'informer correctement la population.
3. Le gouvernement du Québec doit informer les municipalités des conséquences d'accepter les «cadeaux» empoisonnés d'*Enbridge* et les dissuader d'accepter de telles offres, ce qui nous apparaît contraire à l'éthique puisque cela a pour effet de retirer la neutralité de la municipalité dans l'analyse d'impact qu'elle pourrait faire.
4. Le gouvernement du Québec doit investir immédiatement et massivement pour supporter le développement d'une économie sobre en carbone par la réduction de la consommation d'énergie primaire polluante grâce :
 - a) à l'électrification des transports ;
 - b) au transport collectif urbain, péri-urbain et rural ;
 - c) au transfert des systèmes de chauffage au mazout vers l'électricité et la géothermie pour l'ensemble des bâtiments, autant résidentiels que commerciaux, industriels et institutionnels ;
 - d) au support à l'électrification des industries lourdes québécoises par le financement de la recherche ;
 - e) au développement de l'énergie éolienne.

Alors que le gouvernement du Québec veut mettre en place une nouvelle stratégie énergétique pour la période de 2015 à 2025, l'occasion est belle de devancer cette échéance et de profiter du moment pour dire non à *TransCanada Pipeline* et faire le virage maintenant.

Conclusion

Nous avons fait la démonstration devant la Commission qu'on ne peut pas confier à *Enbridge* la qualité et la viabilité de nos terres agricoles ni d'ailleurs laisser *Enbridge* transporter son pipeline sur le territoire québécois, peu importe la région, pas plus qu'on ne peut prendre le risque avec *TransCanada Pipeline*.

À Québec solidaire, il nous apparaît indispensable de développer une politique énergétique nationale verte qui vise l'autonomie du Québec. Cela passe par la mise en place maintenant des mesures efficaces pour sortir de notre dépendance au pétrole.

Depuis plusieurs années, le contexte économique local et mondial a changé radicalement. Les producteurs et promoteurs des énergies fossiles ont su développer notre dépendance de plus en plus grande à ce type d'énergie et, disons-le, ont su habilement convaincre des pans entiers de la population que cela est «bon» pour nous. Cependant, nous ne sommes pas dupes. Ce développement s'est fait au détriment de notre qualité de vie. Il a des conséquences sur notre vie au quotidien. À titre d'exemple, il contribue à rendre notre hydro-électricité moins compétitive et crée une surproduction locale parce que nous sommes dépendants de ces énergies pour le transport, le chauffage, le fonctionnement de nos usines, etc...

Le gouvernement du Québec se doit d'être responsable. Il est urgent de réduire nos émissions de gaz à effet de serre pour stopper les changements climatiques. Notre mode de vie, notre dépendance, auront comme conséquence de pousser à l'extinction les cultures insulaires du Pacifique sud et des grands deltas de l'océan Indien, alors qu'en parallèle nous nous efforçons, au Québec, de faire survivre notre culture parce que sa particularité, parce que sa différence a une valeur intrinsèque.

Le gouvernement du Québec se doit aussi d'être réaliste, pour notre balance commerciale il est catastrophique d'importer tant de pétrole —17 milliards par année— alors qu'Hydro-Québec a d'immenses surplus d'électricité. Le gouvernement du Québec doit refuser d'être le «porteur d'eau» de l'industrie pétrolière.

Les catastrophes pétrolières ont été assez nombreuses. Ça suffit ! Elles devraient nous pousser à amorcer sans délai la nécessaire transition vers la sobriété énergétique, vers des sources d'énergie propres, renouvelables et sécuritaires.

Pour Québec solidaire Laurentides, le gouvernement doit choisir : exposer la population à de nouvelles catastrophes ou prendre une voie plus respectueuse de l'environnement et menant à la prospérité partagée. Bien sûr, nous plaidons en faveur de cette deuxième option, c'est pourquoi il faut s'opposer au renversement du flux du pipeline 9b d'*Enbridge* et au développement du pipeline de *TransCanada*.

Contrairement à ce qu'on tente de nous faire croire, la plus grande partie du pétrole qui transiterait par le Québec, si on allait de l'avant avec *Enbridge* et *TransCanada Pipeline*, serait destinée à l'exportation et non pas à la consommation intérieure. Ce ne sont pas des projets visant à augmenter la sécurité énergétique du Québec.

**L'essence de notre message, aujourd'hui, est qu'il faut sortir du noir, choisir l'or vert.
Ça commence maintenant. Entamons une vraie transition : disons NON aux oléoducs
aujourd'hui.**

Médiagraphie

- Bureau de la sécurité des transports du Canada. Sommaire statistique des événements de pipeline. 2012. Tableau 6
- Enbridge, *La canalisation d'Enbridge*, Date inconnue, p. 4
- Équiterre et WWF, *Projet oléoduc énergie est ds transcanada : le Québec a trop à perdre et peu à gagner*. Communiqué, 1^{er} août 2013
- Environnement Canada, 2012, *Rapport d'inventaire national 1990-2011 : Sources et puits de gaz à effet de serre au Canada. Sommaire*, 14p.
- Gonin, Patrick et Véronique Lassailly-Jacob, 2002, «Les réfugiés et l'environnement : Une nouvelle catégorie de migrants forcés?», *Revue européenne des migrations internationales*, vol.18 no 2, p. 139-160.
- IRIS, (2013) *Projet d'oléoduc de sables bitumineux : Le Québec à l'heure des choix*
Journal Métro, édition du 11 août 2013. <http://journalmetro.com/opinions/la-vie-en-vert/356726/pipeline-denbridge-un-risque-eleve-de-rupture>
- MDDEP Bilan sur la gestion des terrains contaminés au 31 décembre 2010
- Rayner J.L. et al. *Petroleum-hydrocarbon contamination and remediation by microinventing at sub-Antartic*

Pages web

- <http://www.equiterre.org/categorie/sondage>, consulté le 10 septembre 2013
- http://equiterre.org/sites/fichiers/trailbreaker_24avril_2012.pdf. Consulté le 10 septembre 2013 et <http://tvanouvelles.ca/economie/archives/2012/07/20120710-175531.html>
- <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/293445/lettres-propre-ne-rime-pas-avec-enbridge>
- <http://www.radio-canada.ca/regions/alberta/2012/06/20/003-fuite-petrole-enbridge.shtml>
- <http://journalmetro.com/actualites/national/111678/fuite-de-230-000-litres-de-petrole-en-alberta-2/>
- <http://m.greenpeace.org/canada/fr/high/Blog/occupons-les-pipelines-le-retour-de-la-plume-/blog/45659/>. Consulté le 10 septembre 2013
- <http://www.radio-canada.ca/emissions/desautels/2012-2013/chronique.asp?idChronique=296833>
- Radio-Canada.ca. 131 mai 2013 à 14 h 37 HAE Or noir à vendre — la Colombie-Britannique dit non au projet de pipeline Northern Gateway
- <http://www.equiterre.org/categorie/sondage>, consulté le 10 septembre 2013